

Expert(s)	Pays	Volume (hj)	Montant* (€)	Bénéficiaire	Financement	Début	Fin	Partenaires	Référence
Olivier Bouyer, Maden Le Crom	Monde depuis la France	30	22 500 <i>*activité des experts cités, alors au sein d'ONFI</i>	Partenariat REDD+ (en création)	AFD, ONFI	Janv. 2010	Avr. 2010	n/a	corentin.mercier@me.com Mob : +33 633 694 122

Description détaillée du projet	Nature des services fournis
<p>Fin 2009, REDD+ était le secteur dans lequel la collaboration entre pays du Nord et pays du Sud pour combattre les changements climatiques était la plus engagée. L'Accord de Copenhague reconnaît cela en mentionnant « [les signataires] s'accordent sur [...] l'établissement immédiat d'un mécanisme REDD+ ». La France s'était ainsi engagée à Copenhague à mettre 247 millions d'euros dans le REDD+ sur la période 2010-2012.</p> <p>Ce financement avait trois objectifs : (i) Faire du Bassin du Congo le leader mondial sur REDD+ (continuer la promotion de la gestion forestière durable), (ii) Développer la présence française dans les deux autres bassins forestiers (exporter le savoir-faire français en termes d'aménagement forestier et d'imagerie satellitaire), (iii) Placer la France au cœur du mécanisme REDD+ (en renforçant sa gouvernance et sa transparence). Pour ce dernier objectif, la France organisait en mars 2010 une réunion ministérielle à Paris sur REDD+. Les 54 pays présents s'accordaient sur l'idée d'un secrétariat REDD+. Fin mars 2010, les trois animateurs du secrétariat (Australie, Papouasie Nouvelle-Guinée et France) se réunissaient pour démarrer une enquête sur les financements REDD+.</p> <p>En effet, une multitude de financements et d'actions REDD+ émergeaient à l'époque (projets nationaux, financements bilatéraux et multilatéraux, FCPF, UNREDD, CIFOR, ONG diverses, etc.) de façon faiblement coordonnée. L'enquête devait permettre de rendre compte de la réalité de ces financements et actions pour la Conférence climat de Cancún, fin 2011, afin d'assurer la crédibilité de la dynamique de REDD+ et la poursuite des négociations : synthèse des financements REDD+ en cours (promesses, décaissements, mises en œuvre effectives) pour toutes les catégories de bailleurs (nationaux, multilatéraux, bilatéraux et ONG), avec présentation des thèmes et zones géographiques ciblées, mais aussi recueil des estimations des besoins de financement des pays du Sud.</p>	<ul style="list-style-type: none"> □ Collecter des informations de première main auprès des pays bénéficiaires et des bailleurs, via des fiches d'enquêtes préparées par l'Australie. Ceci a nécessité d'identifier les personnes-clefs par pays ou bailleur et un gros travail de croisement d'informations : plus de 70 pays étaient ciblés, les personnes contacts étaient diverses, parfois difficilement accessibles (turn over dans certaines administrations) ou n'avaient pas le mandat suffisant pour transmettre des données financières. Il fallait aussi bien évidemment avoir la confiance de tous pour qu'une information de qualité soit in fine disponible ; □ Collecter les informations sur les projets REDD+ via les sites des standards du carbone volontaire (<i>Verified Carbon Standard - VCS, Climate, Community and Biodiversity Standard - CCBS, Social Carbon, Plan Vivo</i>) ou les bourses du carbone volontaire (<i>Chicago Climate Exchange - CCX, Australian GHG Initiative, American Carbon Registry - ACR</i>) ; □ Recouper les informations sur les projets REDD+ avec des bases de données : <i>Biocarbon Fund</i> de la Banque mondiale, <i>Forest Carbon Portal, Carbon Catalog</i>, etc. ainsi que des études (<i>CIFOR, Meridian Institute, Woods Hole Research Centre, Winrock</i>, etc.) ; □ Enfin, trianguler l'ensemble des données brutes (données de la littérature, affirmations des bailleurs et des bénéficiaires) et les traiter (notamment supprimer les doubles-comptes, fréquents avec les bailleurs multilatéraux). Le traitement a été fait au niveau quantitatif, mais aussi qualitatif : modalités d'intervention des bailleurs, standards et procédures associés, structures de gouvernance, orientation stratégique des fonds, gaps thématiques et géographiques, etc. <p>Un « point zéro » des financements REDD+ a été diffusé lors de la réunion d'Oslo en mai 2010. La base de données a ensuite été reprise par REDD+ Partnership, encore en création.</p>